

# La Cité universitaire se fait attendre

## UNIVERSITÉS La complexité institutionnelle ne facilite pas le projet

- Le projet de transformation des casernes a pris du retard.
- Fédéral, Région et universités ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

Si il est deux personnes qui attendent avec impatience la conclusion de l'accord Beliris, ce sont les recteurs de l'ULB et de la VUB. Sur les 375 millions à répartir pour les années 2015-2016-2017, 80 seront consacrés à l'acquisition de terrains et d'immeubles. Une partie permettra à la Région d'acheter les terrains manquants, sur le site Reyers, pour créer la Cité des médias. Mais le gros de l'enveloppe doit permettre de transformer les casernes d'Etterbeek (à front du boulevard Général Jacques) en Cité universitaire. Un projet lancé à la veille du scrutin de 2014, qui a reçu un soutien politique unanime. Pourtant, aujourd'hui, le dossier traîne.

Pour Didier Viviers, recteur de l'ULB, l'explication tient à la complexité institutionnelle. En résumé: le site convoité est actuellement utilisé par la police fédérale et propriété de l'Etat – par chance, cela n'amène qu'un interlocuteur à la table de négociations: Jan Jambon (N-VA), qui gère à la fois l'Intérieur et la Régie des bâtiments. Le finance-

ment viendra de Beliris, géré par Didier Reynders (MR) et le projet sera géré par la Région bruxelloise, via Rudi Vervoort (PS).

A ce stade, les deux universités ont défini leurs souhaits. « Nous sommes deux institutions très internationales, nous avons un besoin criant de logements pour les étudiants », souligne Didier Viviers. *Les casernes sont idéalement situées, puisqu'elles sont en lien direct avec le campus de la Plaine. Nous souhaiterions donc y créer un millier de chambres. Mais on pourrait aussi créer une Maison internationale des étudiants, qui serait gérée par tous les établissements d'enseignement supérieur de Bruxelles. Et, pourquoi pas, un incubateur, ainsi que des logements pour les chercheurs étrangers de haut niveau. Clairement, nous voudrions que la part dévolue au logement étudiant soit majoritaire sur le site.* Reste à définir un projet global. C'est l'un des quartiers dont le développement est prioritaire sous cette législature, le cabinet Vervoort s'y attelle donc. Outre des logements privés, qui pourraient être créés « en couronne » autour de la fonction étudiante, « nous allons investir dans l'espace public, qui sera réservé aux piétons et cyclistes, et les équipements collectifs », précise-t-on chez le ministre-président.

Un bémol: pour l'heure, c'est toujours le fédéral qui occupe et possède le site. « Lors de la der-

nière réunion de travail, Jan Jambon a clairement dit qu'il était d'accord de libérer les lieux

et de les céder. Mais Rudi Vervoort n'est pas venu... », glisse une source fédérale. « Il s'est fait excuser. Et nous n'avons, à ce jour, pas de certitude quant au fait que le fédéral soit d'accord sur le principe même du projet », rétorque-t-on à la Région. En réalité, la pierre d'achoppement serait surtout financière. « S'il s'agit d'un projet très largement

universitaire, le prix ne sera pas le même que si on se rend compte que c'est un projet immobilier plus lucratif. Il faut donc que la Région soit claire sur son intention », explique-t-on au fédéral. « Nous voulons être certains que le prix sera raisonnable », rétorque-t-on à Bruxelles.

Autre point à régler, cette fois

entre la Région et les universités: le montage juridique. De nouveau, les avis divergent. L'argent sera prélevé sur Beliris et injecté dans la Société d'aménagement urbain – chargée de la mise en œuvre de la politique foncière régionale. Et ensuite? Le gouvernement bruxellois entend rester propriétaire des lieux et les mettre partiellement à disposition des universités. « Nous avons un accord avec elles sur cette formule », souligne-t-on chez le ministre-président. Les universités ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'ondes. « Nous comprenons que la Ré-

gion veuille être propriétaire du terrain, explique Didier Viviers. Mais il serait plus simple que nous soyons propriétaires des bâtiments à rénover ou à construire pour les logements étudiants. Cela nous permettrait de recourir à un partenariat public-privé: on conclut une emphytéose de longue durée avec le privé, qui construit ou rénove et puis loue au prix que nous avons négocié avec lui. »

Par-delà les incertitudes juridiques, le recteur de l'ULB s'inquiète de ne pas voir « un vrai partenariat » se nouer autour du projet. Ainsi, il regrette que les

universités ne soient pas représentées au comité de programmation qui planche sur le développement du site. « Nous n'avons rien à dire et nous serons donc soumis aux décisions prises par la Région. » Le signe, selon lui, d'un manque de confiance, « qui ne rassure pas non plus le fédéral ». La situation ne manque pas d'inquiéter les responsables académiques, d'autant qu'ils ont décroché un financement européen, via le Fonds européen de développement régional (Feder), pour la création de logements étudiants. Or, les délais imposés par l'Europe sont très stricts, observe-t-on à l'ULB: « Si l'on palabre encore longtemps, on perdra l'aide européenne. Ce serait alors un parfait exemple de mauvaise gestion. » On n'en est pas là... ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

### INNOVATION

#### Le LIC sur les rails

Lors de la mission royale en Chine, en juin dernier, les recteurs de l'ULB et de la VUB avaient signé un parte-

riat avec Proximus et Huawei en vue de la création d'un Learning and Innovation center. Objectif: créer un lieu d'apprentissage équipé de technologies de haut niveau (très haut débit,

bibliothèque numérique...). Les deux sociétés s'engagent ainsi dans un mécénat technologique. Sept mois plus tard, le projet est sur les rails: l'étude est lancée, financée par Beliris (2 mil-

lions d'euros). Et les responsables fédéraux et régionaux ont confirmé leur intention de financer la réalisation du projet (19 millions) via l'enveloppe 2018-2019.

V.L.A.